

CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 18 octobre 1957

La séance est ouverte à onze heures.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

FRONTIÈRE TURCO-SYRIENNE—UTILISATION DE LA FORCE D'URGENCE DES NATIONS UNIES

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. L. B. Pearson (Algoma-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre suppléant (l'hon. M. Green). Vu l'existence d'une situation qui semble être tendue et dangereuse à la frontière turco-syrienne, le gouvernement pourrait-il songer à donner des instructions à sa délégation, à l'Assemblée des Nations Unies, pour qu'elle envisage, à titre de mesure d'urgence et de concert avec d'autres délégations, la possibilité de cantonner des éléments de la Force d'urgence des Nations Unies le long de cette frontière, dans l'intérêt de la sécurité et afin d'éviter des actes d'agression.

L'hon. Howard C. Green (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je remercie l'honorable député de nous avoir fait part de cette idée. Je conviens que cette situation est très grave et nous serons heureux d'étudier ce qu'il a exposé.

LE PLAN DE COLOMBO—INTERPELLATION AU SUJET DE LA MAJORATION DE LA PARTICIPATION

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Paul Martin (Essex-Est): Puis-je poser une question au premier ministre suppléant, monsieur l'Orateur? Vu qu'un des ministres sans portefeuille s'en va à Saïgon (Sud Viet-Nam) pour assister à la réunion du Plan de Colombo; étant donné aussi les multiples déclarations faites à la Chambre par l'actuel premier ministre sur l'insuffisance de la participation du Canada au Plan de Colombo, le premier ministre suppléant peut-il dire si le ministre sans portefeuille annoncera que le Canada se propose d'augmenter sensiblement ses contributions au Plan de Colombo?

L'hon. Howard C. Green (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, ce n'est pas le genre de déclaration qui doit être faite sans considération, mais nous en ferons une à la Chambre sur ce point à la toute première occasion.

L'hon. M. Martin: Mais le ministre sans portefeuille qui a laissé la Chambre pour se rendre en Asie fera-t-il une déclaration dans le sens que j'ai indiqué?

L'hon. M. Green: C'est la même question sous une forme un peu différente; ma réponse est donc identique à la première que j'ai donnée.

L'hon. M. Martin: Peut-être aurais-je raison de dire que le premier ministre suppléant n'est pas au courant de la situation.

L'hon. M. Green: L'honorable député d'Essex-Est se tromperait beaucoup en faisant une supposition du genre.

LA NAVIGATION

TRANSFERT AU MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU NAVIRE "LABRADOR"

A l'appel de l'ordre du jour.

M. L. T. Stick (Trinity-Conception): Monsieur l'Orateur, j'aimerais interroger le ministre des Transports à propos du transfert du navire *Labrador* à son ministère. Quelles modifications va-t-on apporter à la structure de ce navire, par qui seront-elles exécutées, et a-t-on lancé un appel d'offres?

L'hon. George H. Hees (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je tiens à remercier l'honorable député de m'avoir averti de sa question. De fait, les négociations concernant le transfert du *Labrador* de la Marine royale du Canada au ministère des Transports ne sont pas terminées, et mon ministère n'a encore pris aucune décision quant aux modifications de structure à apporter au navire, en admettant que cela soit nécessaire. Dès que nous aurons pris une décision à ce sujet, je me ferai un plaisir de donner à l'honorable député les renseignements qu'il désire.

L'hon. G. E. Marler (Saint-Antoine-Westmount): J'aimerais interrompre le ministre pour lui poser une question supplémentaire. Le ministre n'a-t-il pas annoncé tout récemment que le transfert du *Labrador* du ministère de la Défense nationale au ministère des Transports avait effectivement eu lieu?

L'hon. M. Hees: Non, monsieur l'Orateur. L'honorable député est encore une fois dans l'erreur. J'ai annoncé que des négociations étaient en cours entre les deux ministères,